

ARCADIE DE LA REUNION



L'Arcadie de
l'île de la Réunion

Débat sur les biens communs

Les Récréateurs, jeudi 17 Janvier 2013 (St Denis)

La Cerise, mercredi 23 janvier 2013 (St Paul)

L'eau, l'air, la terre, la biodiversité... : tout cela nous est donné, sans compter. On croyait ces biens communs infinis, on sait désormais qu'ils sont en réalité limités. Leur existence est aujourd'hui menacée : la marchandisation et l'industrialisation entraînent des inégalités sociales, des niveaux élevés de pollution et parfois la dégradation, voire la disparition de ces biens.

Faut-il donc accepter la commercialisation des biens communs ? Quels sont les enjeux ? Comment l'Homme s'est-il organisé pour les préserver ou les exploiter ?

Après une redéfinition du terme « biens communs », nous tenterons de débattre autour de ce thème, qui revient aujourd'hui avec force, peut-être parce que c'est un enjeu décisif pour l'avenir, et que nous avons une part de responsabilité dans leur destruction ou leur préservation.



PRESENTATION DU SUJET

Par Céline Chabut et Philippe Vincent

- Définition

Bien commun = ressource partagée par une communauté qui en a l'usufruit

Commun = terme juridique du féodalisme, d'origine latine:

vient de « munus »: [don, charge](#)

et « co- »: [avec](#), ensemble

1. Biens communs naturels

= eau, air, terre, soleil, minéraux (pétrole, gaz, charbon fossile), biodiversité, climat, code génétique, écosystèmes...

Epuisables ...(minéraux, semences, poissons, dodo) ou pas !(air, soleil)

2. Biens communs sociaux

= système éducatif, institutions, bonne gouvernance: organisation politique, stabilité financière, la paix, la confiance

justice sociale: droits de l'Homme
logement, alimentation saine, santé
développement, travail, réduction de la pauvreté...

Créés par l'Homme.

3. Biens communs culturels

= villes, manifestations culturelles, langues, connaissances, philosophies et religions, information, communication, science, technique...

En expansion constante dès lors qu'ils sont partagés.

PROBLEMES ACTUELS

Biens communs naturels:

- L'épuisabilité des ressources
- La pollution
- Les nombreuses maladies liées à la pollution
- Bouleversements climatiques
- Remise en question du mode de vie (société de consommation)
- + *Pb* : distribués inégalement sur la planète

Processus d'appropriation (loi du plus fort relayée désormais par le système législatif)

- **Biopiraterie:** on s'empare des ressources biologiques sans demander le consentement des propriétaires autochtones

Biens communs sociaux

- Remis en question au nom du capitalisme, du chômage, de la modernisation, de la mondialisation...

Ex: casse du service public, remise en question du code du travail...

Biens communs culturels

- menacés par la propriété intellectuelle (déviance de la recherche scientifique), **les brevets et le marché des brevets.**

Ex: lutte entre logiciel libre et logiciel propriétaire (Linux contre Microsoft)

- Biopiraterie: les scientifiques s'accaparent la découverte d'un gène aux propriétés particulières (bioprospection), connues de tous les autochtones. Ils déposent un brevet, puis une industrie pharmaceutique l'achète et s'octroie le droit de l'exploiter

DISCUSSION

I. Compte-rendu du débat 17 janvier 2013 aux Récréateurs

- Pour remédier aux problèmes que pose la gestion des biens communs, une participante demande pourquoi on ne parle jamais de la démographie. Nous sommes trop nombreux, il faut laisser la place à d'autres espèces. Il faut tout faire pour que le taux de natalité soit stabilisé à 2 enfants par femme environ. Il est vrai que plus le niveau d'éducation augmente, plus la population baisse, et plus la misère diminue. Comment imaginer la décroissance et l'augmentation de la population ?

- Un autre participant s'étonne : pourquoi les citoyens ne font-ils rien ? Pourquoi n'agissent-ils pas davantage pour protéger et prendre en charge les biens communs ? Pourquoi ne participent-ils pas aux processus de décision des mairies, des conseils généraux... ? Ils ont leur mot à dire... Ils devraient réagir et agir, réclamer des transports en commun corrects, de l'eau de bonne qualité...
- Une personne rappelle que si on pille les ressources fossiles, la nature s'en fiche, en réalité...
- La gestion de l'eau interpelle : le but des entreprises privées est de faire du profit en offrant au départ un cadeau financier aux mairies, qui est en réalité un crédit à très long terme ; alors qu'une gestion municipale permet d'entretenir les réseaux, et de préserver l'eau à la source, ce qui évite d'utiliser en excès des produits chlorés.
- Un participant rappelle la gravité de ce sujet des biens communs : c'est un thème essentiel qui devrait mobiliser la population et servir de ciment social.
- Un participant évoque la crise que traverse le monde de la presse. 1700 titres disparaissent chaque année. Il rajoute que la presse est liée par des contrats publicitaires, des pressions économiques, et que les débats que l'on peut écouter à la télé par exemple sont insatisfaisants.
- Je réponds que l'Arcadie est née justement de ce constat : le débat est partout biaisé, ou proposé sur le coup de l'émotion, toujours avec les mêmes interlocuteurs. L'Arcadie se propose donc de restaurer le débat sur la place publique, par et pour les citoyens.
- Quelqu'un pose la question du dilemme dans lequel se trouve le fonctionnaire : il doit obéir à son supérieur hiérarchique et exécuter les ordres. Comme le souligne un auteur, le fonctionnaire du Ministère de la Pêche va défendre les intérêts de l'Etat pour lequel il travaille ; il ne va pas défendre ceux du bien commun que sont l'océan et les poissons. Il est prisonnier de sa fonction, et de l'organisation pyramidale de la fonction publique.
- Philippe Vincent, qui intervenait plus particulièrement sur le logiciel libre et internet, en tant que biens communs culturels, montre en effet qu'une organisation peut fonctionner d'une façon ouverte, non pyramidale. Il explique précisément comment sont nés internet et les logiciels libres, les copyleft. La philosophie de ces outils est précisément de « croître et de multiplier ». La propriété privée n'intéresse pas ses concepteurs. Il est vrai qu'une idée de génie n'appartient jamais vraiment à son émetteur ; elle est le fruit de tout un réseau de réflexions, de méditations, de découvertes, d'expériences, qui ont lieu bien en amont, dans les générations précédentes. Celui qui formule l'idée de génie le doit à ses prédécesseurs ; il en est le récepteur et l'émetteur ; mais cette idée ne lui appartient pas. Elle fait partie du bien commun. Tout le monde peut créer, avoir une idée, quel que soit le « niveau » de cette idée ou de cette création. La brevetisation, l'appropriation intellectuelle, la privatisation d'une découverte la tuent, la sclérose, l'enferme, puisqu'elle ne peut

plus être complétée, enrichie par d'autres. C'est donc une sorte de gâchis ! Lorsque l'œuvre d'un auteur comme Victor Hugo est « tombée » dans le domaine public, certains la « ressuscitent » en en faisant une nouvelle version ; et là, ils déposent à nouveau un brevet sur cette création. Le but est donc objectivement, à nouveau, de faire du profit à partir d'un bien commun.

- Un participant relève le fait qu'internet n'est pas entièrement gratuit : cela coûte, en termes de matériel informatique, d'entretien, d'utilisation de matériaux polluants...
- Philippe répond que certes, cela peut coûter, comme la fabrication d'un livre peut coûter... ; mais jusqu'à aujourd'hui, aucun outil n'avait jamais permis d'envoyer des millions de mails gratuitement, dans le monde entier, ni de communiquer en une fraction de seconde avec le monde entier, à égalité.
- Nous concluons en rappelant l'importance de l'enseignement, qui permet d'informer, de sensibiliser la population et d'éveiller les adultes responsables de la société de demain.

I. CR du débat du 23 janvier à la Cerise

- Un participant fait part de son pessimisme quant à la façon dont sont gérés actuellement les biens communs : seul le profit compte, l'enrichissement personnel. Il n'y a pas de volonté de jouer collectif.
- En effet, 60 ans après les premières conférences environnementales organisées par l'UNESCO en 1948, c'est comme si le message ne réussissait pas à passer.
- L'exemple de la route, en tant que bien commun, montre bien que les citoyens n'ont pas conscience de la valeur de ce bien commun. Ils y roulent souvent n'importe comment et ne pensent qu'à leur intérêt personnel. Ce qui montre bien que nos modes de vie sont en rupture totale avec ce que nous disons, aussi bien-pensants soit-on.
- Cet égoïsme nous est inculqué par notre appartenance au monde capitaliste. Nous avons perdu la conscience de notre appartenance à la communauté. Hors-mis la sphère familiale, le lien social s'est décousu dans la société actuelle.
- Il faut distinguer intérêt collectif et bien commun. Et il faut toujours s'inscrire dans une dynamique qualitative.
- Entraide ou destruction : telles seront les deux seules options dans l'avenir. Nous serons *obligés* de construire. L'intérêt général conditionnant l'intérêt particulier, nous devons un jour nous réunir pour organiser cette gestion des biens communs.
- Image des fourmis : elles communiquent entre elles pour leur survie, et donc pour leur bien commun. Et ça marche ! Car, à la différence de l'Homme, elles ne le font pas pour l'argent !
- Pour que les citoyens agissent, il faut faciliter l'accès à l'information. C'est pourquoi il est déterminant que l'information circule librement, et que chacun puisse s'informer ; d'où l'intérêt des logiciels libres et d'internet qui empêchent toute brevetisation des connaissances, et tout phénomène d'« enclosure » des idées. Prendre conscience des risques que présentent la propriété

intellectuelle et la marchandisation des savoirs est essentiel pour préserver à l'avenir la diversité des idées et des savoirs en circulation sur le net.

-La question de la gouvernance des biens communs est discutée : il vaudrait mieux parler de la gestion des biens communs ; le pb réside plutôt dans : Comment organiser la gestion des biens communs ? Comment gérer les biens communs d'une manière démocratique ? Comment faire pour que le citoyen prenne part à cette gestion des biens communs ? La gouvernance des biens communs devrait faire appel au contrôle citoyen pour être réellement démocratique.

- Mais l'auto-gestion est aussi critiquée, car elle ne règle pas la question de la place de l'Etat dans la gestion des biens communs. Quel est son rôle ?

- Il faudrait améliorer la gestion des ressources au niveau des collectivités, et notamment des écoles. Comment se fait-il qu'il soit si compliqué de mettre en place des cantines bio, ou de se fournir auprès des producteurs locaux ? Cela permettrait aux producteurs locaux de se développer, et d'améliorer la nourriture donnée aux enfants. Pourquoi la priorité est-elle donnée aux importations ? Aux produits répondant à un cahier des charges très contraignant et restrictif mis au point par le Ministère ou par l'administration européenne, alors que localement, on pourrait trouver tout ce qui est nécessaire pour subvenir aux besoins des collectivités locales ? Il suffirait d'une volonté politique pour changer les règles du jeu. C'est d'ailleurs ce que font certains directeurs d'établissements scolaires.

- Alors, optimisme ou pessimisme ? Il y a de nombreux changements dans le monde actuellement. Notamment, les pays « émergés », les BRIC (Brésil, Chine, Inde, Russie) et Israël échappent au contrôle de l'Occident. Ils se développent et avancent comme des rouleaux compresseurs, et on ne peut pas les arrêter. Il y a une redistribution complète des cartes sur le plan géopolitique mondial.

- L'individu seul peut faire bouger les choses. Arrêter d'investir les têtes pensantes, et regarder plutôt ce qui se fait à la base.

Saint-Denis, le 25 janvier 2013.

Céline Chabut